Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, composée de:

M.SUETENS, Président du Conseil d'Etat, Président
M.M.DEVAUX et SOMERHAUSEN, Conseillers d'Etat
M.M.PIERLOT et VAN DIEVOET, Assesseurs
M. CYFRES, greffier adjoint, Greffier

a donné en sa séance du 29 septembre 1948 l'avis suivant sur:

Arrêté du Régent modifiant à partir du 1er janvier 1948 le barème alloué aux délégués à l'inspection des mines de houille.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

[L'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat tendait à réduire le nombre de barèmes.

Les rémunérations étaient déterminées selon un tableau de tensions et affectées d'un coefficient variable.]

Le projet d'arrêté déroge à ce système. Conformément à l'article 27 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, il est motivé et a été délibéré en conseil des ministres.

. . .//. . .

Le préambule justifie cette dérogation par le caractère particulier du statut des délégués à l'inspection des mines.

[Nommés par arrêté ministériel, rétribués par l'Etat, placés sous la direction et la surveillance des ingénieurs du corps des mines, bénéficiant des dispositions légales relatives aux pensions des agents de l'Etat, les délégués à l'inspection des mines ont été qualifiés d'agents temporaires de l'Etat (Doc. parl. n° 204, Chambre des Représentants, session 1928-1929).

Présentés à la nomination du Ministre par les organisations les plus représentatives des ouvriers mineurs, exerçant leur mandat pendant un terme de quatre ans, continuant pendant leur mandat à jouir des avantages accordés par les caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, ainsi que des avantages accordés aux ouvriers mineurs en vertu des décisions prises par la Commission nationale mixte des mines, assujettis à la législation sur les accidents du travail, les délégués ouvriers à l'inspection des mines se distinguent des agents de l'Etat.]

La dérogation proposée au statut pécuniaire des agents de l'Etat se justifie donc en droit.

Le projet d'arrêté soulève cependant certaines observations de pure forme.

Au préambule, il convient de reproduire sans modifications ni additions l'intitulé français et néerlandais de l'arrêté du Régent du 22 août 1947, de même que l'intitulé néerlandais de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Il y a lieu aussi de reproduire littéralement le texte de l'alinéa 4 de l'article 6 de la loi du 16 août 1927.

Au préambule également les termes " chiffres absolus" prêtent à confusion. Ils sont employés par opposition à l'unité de traction (rapport au Régent précédant l'arrêté du 20 juin 1946) et peuvent s'appliquer au traitement de base de

. . .//. . .

1937 destiné à être affecté d'un coefficient.

L'article premier doit énoncer le principe s
lon lequel les indemnités des délégués ouvriers à l'inspec
des mines seront fixées.

L'application de ce principe, pour la période
commençant le 1er janvier 1948, doit être énoncée ensuite.

La loi du 15 août 1927 allouant aux délégués
vriers à l'inspection des mines une indemnité annuelle, il
est préférable de conserver cette terminologie, qui marque
mieux le caractère particulier de leur mandat et justifie
dérogation au statut pécuniaire du personnel retribué par
l'Etat.

L'article 2 du projet pourrait être interpré
dans le sens d'une fluctuation automatique des indemnités
par le seul effet des décisions de la Commission nationale
mixte des mines; il pourrait aussi être interprété comme
conférant au Ministre du Combustible et de l'Energie une
délégation à l'effet de modifier à l'avenir les barèmes de
sa seule autorité à la suite de décisions de la Commission
nationale mixte des mines. Pour éviter cette ambiguité, il
est préférable de préciser que ces modifications ultérieur
du barème s'opéreront par arrêté royal délibéré en conseil
des ministres.

Enfin, il convient d'abroger explicitement
l'arrêté du Régent du 22 août 1947 que le projet d'arrêté
est destiné à remplacer.

Le Conseil d'Etat ptopose donc le texte ci-
dessous:

Arrêté du Régent modifiant le barème alloué aux délégués à l'inspection des mines de houille.

Vu la loi du 16 août 1927 modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille et notamment l'article 6 portant que les délégués continueront à jouir des avantages accordés aux ouvriers mineurs en vertu des décisions prises par la Commission nationale mixte des mines;

Vu l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 22 août 1947 modifiant à partir du 1er janvier 1947, le barème alloué aux délégués à l'inspection des mines;

Considérant que le barème alloué aux délégués à l'inspection des mines de houille est actuellement inférieur aux salaires des ouvriers mineurs qualifiés auxquels ils sont assimilés;

Considérant qu'il importe donc de fixer la rémunération des délégués à l'inspection des mines de houille en prenant comme base les salaires payés aux ouvriers mineurs qualifiés;

Vu l'avis conforme du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre du Combustible et de l'Energie et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en conseil;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Article 1er.- L'indemnité annuelle des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille est fixée sur la base des salaires payés aux ouvriers mineurs qualifiés conformément

. . .//. . .

aux décisions de la Commission nationale mixte des mines.
Le minimum du barème correspond au salaire annuel moyen des ouvriers qualifiés occupés dans les travaux souterrains des mines de houille.
Le maximum correspond au salaire annuel moyen des ouvriers à veine des mines de houille.

Article 2- Ce barème est fixé comme suit:

Minimum: 72.300,- francs;
Maximum: 84.300,- francs;
Montant et périodicité des augmentations: trois augmentations quadriennales de 4.000,- francs.

Il est applicable à partir du 1er janvier 1948.

Article 3- L'indemnité allouée aux délégués à l'inspection des mines de houille n'est pas affectée du coefficient visé à l'alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Elle sera adaptée par Arrêté Royal délibéré en Conseil des Ministres aux fluctuations des salaires payés conformément aux décisions de la Commission nationale mixte des mines.

Article 4.- Les délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille reçoivent en outre l'indemnité de naissance et les allocations familiales dont bénéficie le personnel administratif de l'Etat.
Les allocations familiales sont liquidées en même temps que l'indemnité du mois auxquelles elles se rapportent.

Article 5.- A partir du 1er janvier 1948 les délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille ne bénéficient plus des indemnités de foyer, de résidence et de rajustement.

Article 6- L'arrêté du Régent du 22 août 1947 est abrogé.

. . .//. . .

Article 7- Le Ministre du Combustible et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à le

Par le Régent
Le Ministre du Combustible et de l'Energie

Le Ministre du Budget

Version néerlandaise de l'avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

Besluit van de Regent houdende wijziging van 1 Januari 1948 af v n de weddeschaal toegekend aan de afgevaardigden bij het Mijntoezicht.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel strekte er toe het aantal weddeschalen te verminderen.

De bezoldigingen worden vastgesteld overeenkomstig een tabel van spanningen. Op deze bezoldigingen werd een veranderlijk coëfficient toegepast.

Het ontwerp van besluit wijkt van dit stelsel af. Overeenkomstig artikel 27 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, is het met redenen omkleed en werd het in de Ministerraad overlegd.

De considerans rechtvaardigt de bedoelde afwijking door het bijzonder karakter van het statuut der afgevaardigden bij het Mijntoezicht.

Belast bij ministerieel besluit, bezoldigd door de Staat, geplaatst onder de leiding en het toezicht van de ingenieurs van het Mijnwezen, het voordeel genietend van de wettelijke bepalingen betreffende de pensioenen van het Rijkspersoneel, worden de afgevaardigden van het Mijntoezicht gequalificeerd als horend tot het tijdelijk Rijkspersoneel (Parlementaire bescheiden n° 204, Kamer van Volksvertegenwoordigers, zittijd 1928- 1929).

. . .//. . .

daar zij door de meest representatieve organisaties der mijnwerkers worden voorgedragen voor de benoeming door de Minister, maar zij hun mandaat voor een termijn van vier jaar uitoefenen, waar zij tijdens hun mandaatsaanspraak behouden op de voordelen verleend door de Voorzorginstellingen ten bate van de mijnwerkers, alsmede op de voordelen aan de mijnwerkers toegestaan krachtens beslissingen genomen door de Nationale Overwegde Mijncommissie, waar zij aan de wetgeving op de arbeidsongevallen zijn onderworpen, zijn de afgevaardigden-werklieden bij het Mijntoezicht van het Rijkspersoneel onderscheiden.

De voorgestelde afwijking van het geldelijk statuut van het Rijkspersoneel is derhalve in rechte gezettigd.

Het ontwerp geeft evenwel aanleiding tot sommige opmerkingen die louter de vorm betreffen.

In de inleiding past het, zonder wijzigingen of aanvullingen, het Frans en Nederlands opschrift over te nemen van het besluit van de Regent van 22 Augustus 1947, alsmede het Nederlands opschrift van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946. Ook dient de tekst van het vierde lid van artikel 6 der wet van 16 Augustus 1927 letterlijk weergegeven.

Eveneens in de inleiding kan de uitdrukking "absolute cijfers" verwarring stichten. Zij wordt gebruikt in tegenstelling met de eenheid van spanning (verslag aan de Regent dat het besluit van 20 Juni 1946 voorafgaat) en kan staan op de basiswedde van 1937, waarop een coëfficient dient toegepast.

Artikel een moet het beginsel formuleren volgens hetwelk de vergoedingen der afgevaardigden-werklieden bij het Mijntoezicht worden bepaald.

De toepassing van dit beginsel voor het tijdperk dat op 1 Januari 1945 ingaat dient vervolgens te worden aangegeven.

. . .//. . .

Door de wet van 16 Augustus 1927 aan de afgevaardigden werkliedem bij het Mijntoezicht een jaarlijkse vergoeding toekent, is het verkieslijk de terminologie te behouden welke beter het bijzonder karakter van hun mandaat kenmerkt en de afwijking van het geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel rechtvaardigt.

Artikel 2 van het ontwerp zou kunnen worden opgevat in die zin dat de vergoedingen ingevolge de beslissingen zelve der Nationale Gemengde Mijncommissie automatisch schommelingen zouden ondergaan; het zou evenzeer zo kunnen worden verklaard alsof het aan de Minister van Energie en Arbeidstof delegatie zou verlenen om in het vervolg de weddeschalen eigenmachtig te wijzigen ingevolge de beslissingen der Nationale Gemengde Mijncommissie.

Ten einde deze dubbelzinnigheid te vermijden is het verkieslijk onder te bepalen dat deze verdere wijzigingen zullen worden verwezenlijkt bij in de Ministerraad overlegd Koninklijk besluit.

Eindelijk past het uitdrukkelijk het besluit van de Regent van 22 Augustus 1947, hetwelk door het ontwerp van besluit dient vervangen, in te trekken.

De Raad van State stelt derhalve volgende tekst voor:

L.I3

Besluit van de Regent houdende wijziging van de weddeschaal toegekend aan de afgevaardigden bij het toezicht op de steenkolenmijnen.

- - - - - - - - - - - - - - - - - -

Gelet op de Wet van 16 Augustus 1947 tot wijziging en aanvulling der Wet van 11 April 1947, waarbij afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de steenkolenmijnen worden aangesteld en inzonderheid artikel 5 waarbij wordt bepaald dat aan de afgevaardigden de voordelen aan de mijnwerkers toegestaan krachtens beslissingen genomen door de Nationale Gemengde Mijncommissie bij wijze toegekend.

Gelet op het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, houdende geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel;

Gelet op het besluit van de Regent van 22 Augustus 1947 houdende wijziging met ingang van 1 Januari 1947 van het bareem aan de afgevaardigden bij het Mijntoezicht toegekend;

Overwegende dat de weddeschaal toegekend aan de afgevaardigde bij het toezicht op de steenkolenmijnen op het huidig ogenblik lager is dan het loon der geschoolde mijnwerkers waarmede zij worden gelijkgesteld;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is de bezoldiging der afgevaardigden bij het toezicht op de steenkolenmijnen te bepalen op grondslag van de lonen, die aan de geschoolde mijnwerkers worden uitbetaald;

Gelet op het gunstluidend advies van de Minister van Begroting

.../...

Op de voordracht van de Minister van Energie en Brandstof en op advies van de in Raad vergaderde Ministers;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel 1.- De jaarlijkse vergoeding der afgevaardigden - werklieden bij het toezicht op de steenkolenmijnen wordt bepaald op grondslag van de lonen die aan de geschoolde mijnwerkers, in overeenstemming met de beslissingen van de Nationale Gemengde Mijncommissie, worden uitbetaald.
Het minimum der weddeschaal stemt overeen met het gemiddeld jaarlijks loon van de geschoolde arbeiders die in de ondergrondse werken van de kolenmijnen worden te werk gesteld.
Het maximum stemt overeen met het gemiddeld jaarlijks loon van de hoewers uit de kolenmijnen.

Artikel 2.- Deze weddeschaal wordt bepaald als volgt:

Minimum : 72.000 Fr.
Maximum : 84.000 Fr.
Bedrag en periodiciteit der verhogingen: drie vierjaarlijkse verhogingen van 4.000 Fr.
Zij is toepasselijk van 1 Januari 1948 af.

Artikel 3.- Op de vergoeding toegekend aan de afgevaardigden bij het toezicht op de steenkolenmijnen wordt de coëfficiënt, voorzien bij het tweede lid van artikel 1 van het besluit van de Regent van 29 Juni 1946, niet toegepast.
Zij zal bij in de Ministerraad overlegd Koninklijk besluit worden aangepast aan de schommelingen der lonen, welke in overeenstemming met de beslissingen van de Nationale Gemengde Mijncommissie worden uitbetaald.

.../...

Artikel 4.- De afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de steenkolenmijnen ontvangen bovendien de gehele intoelage en het kinderveld, die het administratief Rijkspersoneel geniet.
Het kinderveld wordt uitgekeerd samen met de vergoeding van de desbetreffende maand.

Artikel 5.- Van 1 Januari 1948 af genieten de afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de steenkolenmijnen niet langer de standplaatstoelage, het haardgeld en de aanpassingsvergoeding.

Artikel 6.- Het besluit van de Regent van 22 Augustus 1947 is ingetrokken.

Artikel 7.- De Minister van Energie en Brandstof wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Vanwege de Regent
De Minister van Brandstof en Energie
en Minister van Begroting.

Le Greffier,
(signé): J.CYPRES
Greffier adjoint

Le Président,
(signé):J.SUETENS
Président du Conseil d'Etat

Pour copie certifiée conforme,
Greffier du Conseil d'Etat.

Voor eensluidend gewaarmerkt afschrift,
Griffier van de Raad van State.